

PEUT-ON EMPECHER LES GOTHAS DE VENIR SUR PARIS?

SAMEDI
25
MAI
1918

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.748. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

UNE DES TORPILLES DU DERNIER RAID EFFECTUÉ SUR PARIS

PHOTOGRAPHIES
PRISES HIER
DANS NOS BUREAUX

Grandeur
nature



Torpille (grandeur nature), dont les ailettes ont été arrachées, la bombe ayant fusé par la coiffe supérieure.

Tête et corps de la torpille, montrant la tête dévissée. Cette photographie est également grandeur nature.

Reconstitution de la torpille coiffée de ses ailettes. Grandeur demi-nature.

A PROPOS DES RAIDS ALLEMANDS

PEUT-ON INTERDIRE
COMPLÈTEMENT AUX GOTHAS
DE VENIR SUR PARIS ?

Les moyens les plus efficaces de défense ont été étudiés et sont employés. La menace des incursions aériennes n'en subsiste pas moins.

En ces temps où nos nuits comportent tant d'ennuis, la question de l'efficacité de nos tirs de barrage en particulier, et des tirs de barrage en général, est de la plus brûlante actualité. Le « rideau de feu » tendu autour de la ville la préservera-t-il vraiment contre l'intrusion des avions allemands ? Les tirs de barrage ne sont-ils pas, contre les oiseaux meurtriers, le mode le plus efficace de protection ? Nous l'avions pensé jusqu'ici, et nombre de Parisiens pensaient comme nous. Nous avons posé la question à l'une des personnalités les plus éminentes et les plus autorisées du monde de l'aviation. Sa parole est article de foi, et voici les réponses qui ont été faites à notre interrogatoire précis :

— Le feu de nos tirs de barrage peut-il empêcher l'intrusion des gothas dans le ciel de Paris ?

— Non.

— Cependant...

— Je vous dis nettement : non. Un aviateur décidé peut réussir à passer, quelle que soit l'épaisseur du tir de barrage. L'espace est grand, et, en outre, les tireurs ignorent l'altitude à laquelle volent les avions — conditions qu'on ne peut en rien modifier. Cela tombe typiquement sous le commun pour qu'il soit nécessaire d'y insister.

— Alors ? Votre conclusion est-elle que les tirs de barrage sont inutiles et qu'il faudrait les supprimer ?

— Inutiles ! Les supprimer ! Comme vous y allez ! Qu'ils soient incapables d'empêcher matériellement les gothas de passer, c'est indéniable. Mais il y a une raison qui fait que les tirs de barrage sont indispensables, que leur utilité est absolue. D'abord, il faut admettre qu'une bonne partie des aviateurs ennemis, volant en escadrilles, sont gênés par le feu intense et continu de nos tirs. Ne tenez-vous pas compte des raisons morales ? Quelles que soient l'audace, l'habileté et la détermination des pilotes, lorsqu'ils arrivent devant le rideau de feu, comme vous dites, ils ne peuvent se garder d'une émotion qui est notre meilleure sauvegarde. Certains font demi-tour. D'autres, changeant leur ligne de direction dans une minute d'hésitation, s'écartent, ne retrouvent plus leur chemin, et leur promenade s'achève, à peu près inoffensive. Ceux qui n'ont pas « flanché » piquent droit au travers du tir et passent.

— Tous ?

— Il y a des accidents heureux.

— Considérez-vous donc que, par nuit claire, nos avions de chasse, lancés en plein ciel, puissent engager efficacement la lutte contre les appareils de l'ennemi ?

— Non. Quelle que soit la « clarté » de la nuit, je vous affirme que bien peu de nos aviateurs auraient la chance de tomber sur un avion ennemi et de le descendre. Nos appareils et les appareils ennemis se croisent le plus souvent sans se voir, et, s'ils se voient, sans se reconnaître. Cependant, cette précaution n'est pas moins indispensable que celle des tirs de barrage, parce qu'on peut espérer que quelques-uns des nôtres, dont il est inutile de louer le courage et la ténacité, pourront arriver à descendre quelques ennemis.

— Ce que je vous dis de nos tirs de barrage et de nos avions de chasse, je vous le dis encore de nos « sauvegardes ». La protection par ballons est extrêmement efficace ; mais elle est loin d'être absolue. Lorsqu'on songe aux altitudes que peuvent atteindre les appareils ennemis, il est facile de se rendre compte que les « sauvegardes » ne peuvent avoir qu'un effet limité et qu'on ne saurait en mettre partout.

— Tout ce qui a été fait, tout ce qui est fait pour la protection de Paris est bien fait. On ne peut réellement faire mieux, ni davantage. Les meilleurs moyens de défense ont été étudiés et sont employés.

— La menace des incursions aériennes n'en subsiste pas moins. Elle existe pour les villes allemandes ; elle est la même pour les nôtres. La population, qui manifeste une tendance fâcheuse à se départir de la prudence initiale, se doit donc, au contraire, d'assurer elle-même sa protection, dès que l'alerte signale le péril, par tous les moyens qui ont été mis à sa disposition. — H. S.

La 20^e victoire de Deullin

Le capitaine Deullin a abattu avant-hier un avion ennemi. C'est sa 20^e victoire, qui le place au 6^e rang de nos as vivants derrière Fonck, Nungesser, Madon, Guérin et Heurteaux.

Dans la même journée, le capitaine Madon aurait également remporté une victoire qui, si elle est confirmée, sera sa vingt-sixième.

LA GUERRE AÉRIENNE

LES AVIATEURS ANGLAIS
SONT ALLÉS DE NOUVEAU
BOMBARDER MANNHEIM

24 bombes sont jetées sur une usine de produits chimiques. Au cours de combats aériens 16 avions ennemis sont descendus.

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — Le 22 mai, nos avions ont continué leur travail de réglage, de photographie et de bombardement. Les aéroplanes ennemis d'où partent les appareils de bombardement de nuit ont été de nouveau attaqués. Plus de 18 tonnes de bombes ont été jetées sur ces objectifs et sur les cantonnements allemands.

Au cours de combats aériens, treize appareils ennemis ont été abattus ; deux ont été contraints d'atterrir désarmés ; un a été descendu dans nos lignes par le feu de nos mitrailleuses. Trois des nôtres ne sont pas rentrés.

Après la tombée de la nuit, nous avons versé 11 tonnes d'explosifs sur les aéroplanes ennemis, les docks de Bruges et les cantonnements de la région de la Somme. Plusieurs coups directs ont atteint un train qui a été vu en flammes.

De plus, nos aviateurs ont de nouveau attaqué Mannheim. Ils ont jeté 24 grosses bombes sur une usine de produits chimiques, y causant deux grands incendies.

Nous avons pu observer, grâce au clair de lune, le résultat de l'incendie causé à une usine par notre bombardement de la nuit précédente.

En même temps, au sud-est de Sarrebrück, à Krensewald, nous avons jeté quatre tonnes de bombes sur une très importante station électrique. Une bombe est tombée sur le bâtiment des machines ; une autre a provoqué un nuage de fumée qui s'est élevé d'un des bâtiments.

Tous nos appareils sont rentrés indemnes.

Le 23, à 11 heures du matin, nous avons vigoureusement bombardé la gare de Metz-Sablons. Nous avons observé plusieurs points de chute sur le hangar des machines et les voies ferrées. La défense antiaérienne ennemie a été très active, mais aucun de nos appareils ne manque.

Une motion du groupe
de l'aviation

Après avoir entendu un exposé de M. d'Aubigny sur la situation générale de notre aviation militaire, le groupe de l'aviation de la Chambre, que préside M. Painlevé, a voté hier la motion suivante que lui présentait MM. Pierre-Étienne Flandin et Laurent Eynac :

Le groupe de l'aviation, considérant que les opérations de la guerre aérienne joueront un rôle déterminant pour l'obtention de la victoire ;

Considérant que les Alliés possèdent les forces productrices de matériel qui leur permettent d'acquiescer une supériorité aérienne écrasante ;

Emet le vœu :

Que le gouvernement : 1^o Constitue, d'accord avec les Alliés, une armée aérienne à laquelle soit assigné un plan de campagne nettement défini ; 2^o centralise la direction de l'aéronautique en vue de pousser au maximum la production du matériel d'aviation ; 3^o organise rationnellement le recrutement, la formation et l'entraînement du personnel de l'aéronautique et lui assure le statut d'une arme d'élite.

Les nouveaux gothas
de bombardement

LONDRES, 24 mai. — Le correspondant de l'agence Reuter sur le front français télégraphie les renseignements que l'on donne sur le nouveau type de gotha géant de bombardement que les Allemands ont employé dans leurs derniers raids sur l'Angleterre et la France :

L'envergure du nouvel avion est de plus de 36 mètres. Il est actionné par trois moteurs de 300 chevaux chacun et peut transporter neuf passagers.

Lorsque l'avion part pour un bombardement, on réduit de neuf à six ou même cinq le nombre des passagers, afin d'augmenter le poids des bombes et de l'essence emportées.

L'avion emporte deux tonnes de projectiles, dont une bombe pesant une tonne et contenant 850 kilos d'explosif.

Vu l'extrême difficulté qu'il y a à atterrir la nuit avec des machines d'une telle envergure, il est probable que les pertes subies au cours des raids seront très lourdes.

UNE COMMISSION DES BEAUX-ARTS

NOTRE SUPRÉMATIE ARTISTIQUE
DOIT ÊTRE SAUVEGARDEE
SURTOUT EN TEMPS DE GUERRE

Conservation de l'intérieur, rayonnement à l'extérieur, c'est là ce que demande 300 députés, en même temps qu'un appui efficace pour le génie créateur de la France.

Afin de défendre l'art français, dans son passé comme dans son avenir, M. Perreau-Pradier a déposé sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution, signée par plus de trois cents députés, et tendant à la création d'une grande commission permanente des Beaux-Arts. Nous avons demandé à M. Perreau-Pradier quelles étaient les fins précises de son projet. Voici l'article qu'il a bien voulu écrire, à ce propos, pour les lecteurs d'Excelsior :

Lors de la suppression du sous-sécretariat des Beaux-Arts, certains ont pu penser que les questions d'art ne sauraient plus désormais, en temps de guerre, intéresser le pays. Ceux-là tombaient dans la même erreur que ce farouche conventionnel qui,



M. PERREAU-PRADIER
(Phot. Henri Manuel.)

en 1793, s'écriait : « La République n'a pas besoin de savants ! » La République de 1918 a aussi besoin de ses savants que de ses artistes.

La guerre, hélas ! a fauché quantité de jeunes talents qu'il faudra remplacer. La nécessité s'impose donc de seconder et de favoriser l'essor des sociétés d'artistes et des écoles d'art. Ceux qui sont tombés au champ d'honneur sont nombreux. Songe-t-on suffisamment à combler les vides ? Songe-t-on qu'un artiste, même naturellement doué, ne se forme pas en un jour ? Et pourtant la France se doit à elle-même de conserver et de fortifier les vocations artistiques.

On semble ne pas s'en préoccuper suffisamment. Quand se posera la question de reconstruction des grandes cités blessées ou démolies, il faudra trouver autre chose que la science de l'ingénieur : il faudra faire appel à l'art pour reconstituer des architectures ou des sculptures disparues. Si nous ne prenons pas de mesures préventives, craignons de ne trouver à ce moment que des manœuvres. Et ce serait tant pis pour le prestige français !

Nous ne paraissions pas nous douter que ce prestige est immense à l'étranger. L'art est un de nos meilleurs moyens d'action. Combien de sympathies utiles, dont nous apprécions aujourd'hui tout le fruit, la France n'a-t-elle pas recueillies au dehors par le rayonnement de notre production artistique ! Seulement, ce rayonnement serait beaucoup plus efficace s'il était mieux organisé. On est resté, à ce point de vue, jusqu'à présent, trop individualiste. Il faudrait que l'organisme, récemment créé, susceptible de développer cette heureuse propagande centralisée au plus tôt des efforts jusqu'ici éparpillés, prit l'initiative d'expositions nombreuses à l'étranger. Ce serait donner en même temps un des meilleurs encouragements aux artistes.

Cependant, les efforts qu'il convient d'accomplir dans cet ordre d'idées ne doivent pas se borner à encourager. Il importe de défendre également au dehors la propriété artistique.

Il existe en matière d'art une autre question non encore résolue et qui pourtant présente un caractère d'urgence. Nous voulons parler de la défense du patrimoine artistique français, actuellement en danger par l'expatriement de nos chefs-d'œuvre.

L'incomparable legs du passé qu'est notre trésor artistique, dont nous sommes responsables non seulement vis-à-vis de la génération présente, mais encore vis-à-vis des générations futures, si nous n'y prenons garde, va bientôt disparaître et enrichir des collections étrangères.

On ne saurait rester indifférent devant cet exode. Déjà nos ennemis ont voté récemment une motion interdisant la vente au dehors des œuvres de maîtres anciens ou modernes. Qu'attend-on en France pour légiférer sur cette question ?

C'est cette nécessité de l'aboutissement des problèmes que soulève actuellement l'art français qui nous a poussé, avec plus de trois cents de nos collègues, à déposer sur le bureau de la Chambre une proposition de résolution tendant à la création d'une grande commission permanente des Beaux-Arts. Spécialisée à un domaine particulier qui ne manque pas d'ampleur, l'œuvre de cette commission n'en sera que plus féconde en résultats. Et, lorsque le sous-sécretariat des Beaux-Arts sera rétabli, son titulaire pourra trouver auprès de ladite commission des conseils et un appui.

Dans tous les cas, il n'est que juste temps de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'art en France revive plus que jamais florissant, pour que ce génie créateur qui s'est perpétué dans notre race à travers les siècles ne disparaisse point, et que notre pays reste toujours le symbole du Beau et de l'Idéal.

Pierre PERREAU-PRADIER,
député, membre du conseil supérieur
des Beaux-Arts.

50 CENTIMES LA LEÇON D'ANGLAIS
par Correspondance
aux Soldats & S.-Off. — PIGIER, rue Rivoli 63 à PARIS

LES ÉMEUTES DE PRAGUE

L'AUTRICHE DENONCE
LA "HAUTE TRAHISON"
DES SLAVES OPPRIMÉS

Le gouvernement de Vienne se prépare ainsi des arguments pour exercer sur les nationalités révoltées une répression impitoyable.

Les violentes manifestations qui ont eu lieu à Prague ont eu un double caractère très marqué : elles ont été le signe de l'union de tous les Slaves d'Autriche, unis pour la première fois, y compris les Polonais, et, en même temps, elles ont fait apparaître la sympathie déclarée des Tchèques et de leurs alliés pour la cause de l'Entente. Le manifeste publié le 17 mai par les délégués des nationalités opprimées qui ont pris part au cinquantième du théâtre de Prague parle exactement le langage du président Wilson. Quant aux cris qui ont retenti dans la capitale de la Bohême, on aurait pu les entendre à Paris.

Mais il est bien curieux de remarquer que le gouvernement autrichien, loin de dissimuler la gravité de ces incidents, y insiste au contraire et lui donne une large publicité. Une note officielle du Bureau de correspondance viennois dit, en effet : « Les incidents hostiles à l'État, et ayant même le caractère de haute trahison, qui se sont déroulés pendant les trois jours de fête à l'occasion du jubilé pour le cinquantième du théâtre national bohémien, ont décidé les autorités à prendre des contre-mesures en conséquence. La direction de la police a publié une proclamation déclarant que la fête du jubilé a dégénéré à plusieurs reprises en démonstrations politiques et a donné finalement lieu à une série d'incidents d'un caractère de haute trahison qui rendent nécessaires les contre-mesures les plus énergiques. »

En insistant ainsi à dessiner sur l'idée de haute trahison, le gouvernement autrichien se prépare des arguments pour exercer sur les nationalités révoltées une répression impitoyable. On doit même se demander si l'Allemagne n'est pas dans la coulisse et ne se réserve pas un prétexte de venir au secours de l'État autrichien « resserré » définitivement l'alliance et de mettre l'Autriche, sous couleur de la sauver, dans la dépendance complète de Berlin.

En attendant, tout fait prévoir une nouvelle période de persécutions contre les Slaves. Le mouvement des nationalités sera-t-il étouffé dans le sang ? — J. B.

Pas un navire allemand
n'a pu quitter Zeebrugge

LONDRES, 24 mai. — L'agence Reuter apprend que les photographies aériennes prises à Zeebrugge ces quelques derniers jours prouvent que la situation est éminemment satisfaisante.

Il a été établi qu'aucun des navires de guerre allemands qui étaient ancrés dans le canal, à savoir des contre-torpilleurs et des sous-marins, avant le raid britannique, ne l'ont quitté. Tous les navires ancrés dans le canal de Bruges à Ostende ont leurs proues tournées dans la même direction.

Il semble donc évident que, non seulement l'espace n'est pas suffisant pour tourner les navires dans le canal, mais encore que les moyens manquent pour leur permettre d'effectuer un changement de direction même à Bruges, et qu'ainsi donc ils sont condamnés à l'immobilité.

Un autre élément satisfaisant est que les Allemands, incapables d'enlever les navires coulés, s'efforcent de faire une brèche dans le môle, afin d'ouvrir une passe navigable autour des obstacles. Cette opération est rendue extrêmement difficile par le fait qu'une énorme quantité de vase s'est amassée autour du croiseur *Thetis* coulé à l'entrée du canal. (Havas.)

Pour la surveillance
de nos frontières

La commission de la législation civile et criminelle vient d'être saisie par le gouvernement d'un projet de loi concernant la surveillance de nos frontières maritimes et terrestres en période d'hostilités.

Aux termes de ce projet quiconque aura franchi ou tenté de franchir les frontières terrestres ou maritimes, soit pour sortir de France, soit pour y pénétrer, en dehors des points de passage fixés par arrêté préfectoral, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Toute personne ayant clandestinement transporté ou tenté de transporter, à travers les frontières terrestres ou maritimes, des correspondances non soumises au contrôle sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

Sera punie de la même peine toute personne ayant transmis ou tenté de transmettre, reçu ou tenté de recevoir des signaux à travers les frontières terrestres ou maritimes.

UNE MANIFESTATION INTERALLIÉE

LA FÊTE NATIONALE
DE L'EMPIRE BRITANNIQUE
CÉLÉBRÉE EN SORBONNE

En présence du président de la République, MM. Deschanel, Leygues, Millerand, Bonin-Longare rendent hommage à la Grande-Bretagne.

Toute la France s'est associée hier à la célébration de la fête nationale de l'Empire britannique. Dans un message adressé à S. M. le roi George V, le président de la République avait annoncé cette cordiale et solennelle participation : « Coeurs français et coeurs britanniques battent partout à l'unisson », écrivait M. Raymond Poincaré, qui terminait ainsi : « Les sacrifices supportés en commun, les mêmes espérances partagées, les actes de courage accomplis côte à côte, le sang mêlé sur les champs de bataille, les morts dormant les uns auprès des autres, tant de traits d'héroïsme et tant de deuils glorieux rapprochent à jamais dans une inaltérable intimité les âmes de nos deux nations. »

Une grande cérémonie à la Sorbonne

La cérémonie officielle de la Sorbonne s'est déroulée l'après-midi en présence du président de la République, sous la présidence de M. Paul Deschanel, président de la Chambre des députés, assisté de lord Derby, ambassadeur de Grande-Bretagne, et de M. Georges Leygues, ministre de la Marine. Étaient également présents : MM. Pichon, ministre des Affaires étrangères ; Clémentel, ministre du Commerce ; G. W. Sharp, ambassadeur des États-Unis ; comte Bonin-Longare, ambassadeur d'Italie ; Keishiro Matsui, ambassadeur du Japon ; baron de Gailfrier d'Hestroy, ministre de Belgique ; Athos Romanos, ministre de Grèce ; Vesnich, ministre de Serbie, etc.

Un éloquent hommage à l'Angleterre, notre loyale et puissante alliée, a été prononcé par M. Paul Deschanel :

« Un peuple s'est rencontré, dit-il en débutant, grand par la raison et par l'imagination, grand surtout par la volonté, qui, après avoir fondé la liberté civile et la liberté politique, est devenu le rempart de la liberté européenne ; qui a porté la civilisation sur les mers lointaines, chez les peuples barbares, sous des étoiles inconnues ; qui, avec Shakespeare, a pénétré jusqu'au plus intime fond de l'homme ; avec Bacon, renouvelé la philosophie, et avec Newton, trouvé la loi des mondes. »

L'orateur rappelle ensuite les rivalités franco-britanniques devenues un anachronisme, et la clairvoyance, l'expérience et la fine sagesse du roi Édouard VII, qui vint à nous, la main tendue, « non dans un dessein d'hostilité et d'agression contre l'Allemagne, mais dans une pensée de précaution contre l'ambition croissante qu'elle ne dissimulât plus. »

« Tous les Allemands caressaient le même rêve : l'Allemagne dominant le monde. »

Ce que fut l'histoire des années qui précéderent la guerre, M. Paul Deschanel le résume en phrases applaudies. Il n'a pas un moindre succès lorsqu'il montre l'effort gigantesque et méthodique de la Grande-Bretagne, de ce peuple navigateur et marchand qui lève une armée, forge des armes, vote le service obligatoire et remporte sur lui-même une victoire qui est « le gage de celle que nous remporterons ensemble sur l'ennemi. »

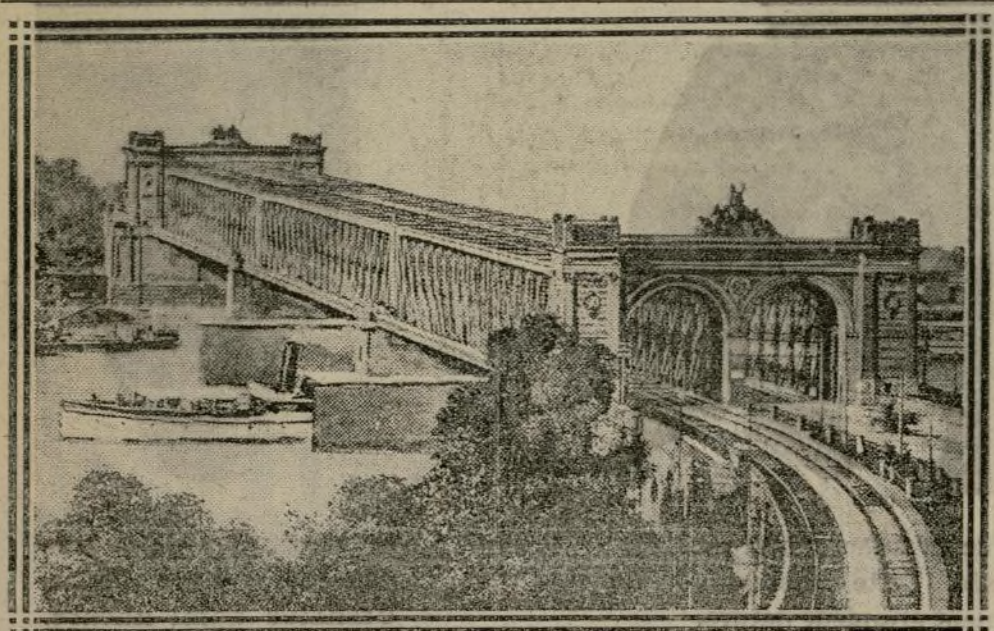
M. Paul Deschanel, après avoir adressé un salut à l'ambassadeur des États-Unis et à l'ambassadeur d'Italie, a conclu ainsi :

« L'Allemagne a scellé à jamais l'alliance politique, militaire et économique de tous les peuples libres. Leur fraternité survivra aux après luttés où elle se sera trempée. Là est le noyau de cette future « Société des Nations », qui est l'idéal de toute âme éprise de justice. Leur indétructible union fondera l'égalité des droits entre les États civilisés, l'indépendance de l'Europe et le repos du monde. Les Alliés veulent toute la guerre parce qu'ils veulent toute la paix ! »

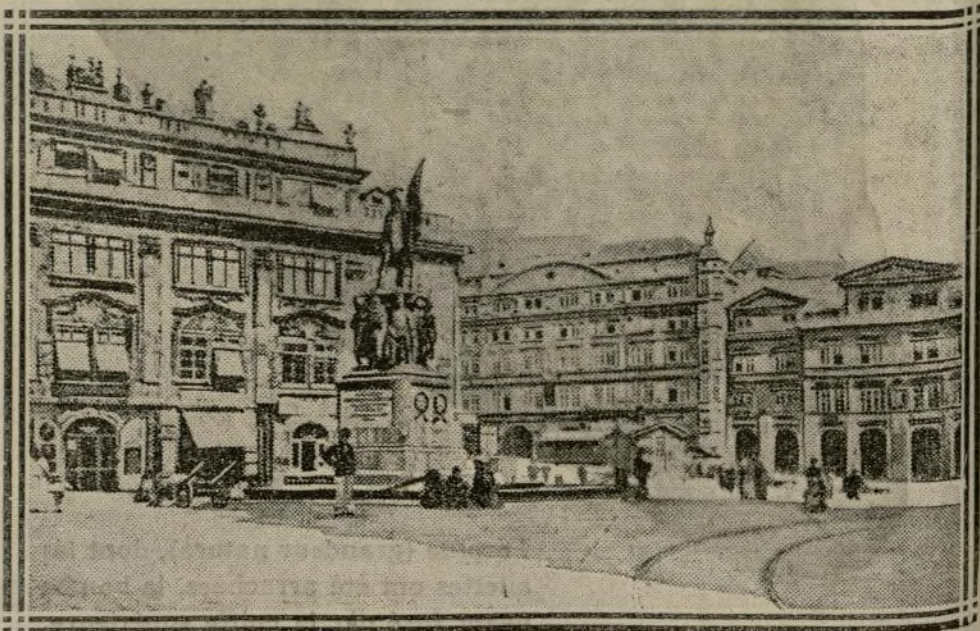
Deux conférences ont été ensuite prononcées : la première, par M. Millerand, sur « L'effort naval de la Grande-Bretagne » ; la seconde, par M. Lacour-Gayet, membre de l'Institut, professeur à l'École supérieure de la Marine, sur « Trois actions de guerre de la marine britannique : les Falkland, le Jutland, Ostende-Zeebrugge. »

Au nom du gouvernement, M. Georges Leygues, ministre de la Marine, a donné son adhésion à cet hommage solennel et a salué avec émotion « l'anniversaire du grand jour où l'Italie est entrée dans la guerre. »

L'ambassadeur d'Italie, comte Bonin-Longare, a remercié les orateurs qui avaient tenu à associer son pays à cette grande fête, et lord Derby, dans un vibrant discours, a dit combien il était sensible à l'expression de l'amitié française, qui avait choisi cette nouvelle occasion de se manifester.



LE FAMEUX PONT SUR LE RHIN, A MANNHEIM



LA STATUE CÉLÈBRE DE RADETZKY, A PRAGUE

LES CONTES D'EXCELSIOR
LA GLOIRE
PAR
ALBERT ACREMANT

— Monsieur Josephin, vous vivez tout seul dans une petite chambre. Ce n'est pas gai ! Vous devriez vous marier...
Vingt fois on lui avait donné ce conseil. La concubine de sa maison, la patronne de son restaurant le lui avaient répété sur tous les tons. Il écoutait en soupirant et haussait les épaules en murmurant :
— Qui vivra verra !

Les midinettes qui dinaient à la table voisine de la sienne avaient pour lui des sourires charmants. Il aurait pu, parmi elles, faire un choix judicieux. Un peu fier, il les regardait sans paraître comprendre pourquoi, en passant devant lui, elles relevaient, d'un geste coquet, les manches folles de leurs cheveux. On le trouvait étrange.

Il n'était qu'ambitieux !...
Il faut dire que professionnellement il était fabricant de romans populaires. Il était de ces gens qui suent sang et eau pour présenter avec un certain air de vraisemblance les choses les plus invraisemblables du monde. Il était confiant en son étoile et ne doutait pas un seul instant que la gloire dût lui venir un jour :

— A ce moment, pensait-il, les femmes les plus belles et les plus riches seront à mes pieds. Je n'aurai qu'à me baisser pour choisir celle dont il me plaira de faire la compagne parfaite de ma vie... Je serais bien naïf si, montrant de l'impatience, j'en prenais actuellement une dont je rougirais plus tard... Je suis créé pour les grandes amours !

Il se confiait à personne son secret, mais sa foi était absolue. Et, dame ! on ne saurait l'en blâmer. Les circonstances se chargèrent de lui donner raison. Un de ses romans, bien qu'il ne fût pas plus remarquable que les autres, se trouva un jour si remarqué, que de gigantesques affiches commencèrent à signaler aux Parisiens le nom de Josephin Matisse. C'était, pour ce dernier, la gloire, de la façon la plus évidente. Il ne lui restait plus qu'à attendre les lettres d'amour.

Il ne les attendit pas longtemps. De belles inconnues tinrent à déclarer au maître leur admiration. Par son imagination ardente elles étaient comme fascinées. Selon les fantaisies de sa verve, elles étaient tristes ou gaies. Elles l'aimaient de toutes les forces de leur âme et sollicitaient l'honneur de le connaître...

A celle qui lui paraissait devoir être la plus belle, la mieux née, la plus riche, il donna rendez-vous. Il avait bien une certaine appréhension. Serait-elle vraiment telle qu'elle se disait ? Il y a tant de déceptions dans ces sortes d'aventures ! Mais, du plus loin qu'il l'aperçut, il dut se rendre à l'évidence. Elle était véritablement admirable. Il s'approcha non sans émotion. C'était le bonheur de sa vie qu'il allait jouer. Elle le laissa venir sans paraître comprendre qu'il fût celui qu'elle attendait. Il lui murmura :

— C'est moi, Josephin Matisse...
— Vous ?
— Oui !
— Ce n'est pas vrai, monsieur, vous vous trompez... Josephin Matisse, pour écrire des œuvres aussi charmantes, doit être blond, grand, mince. Il a une fine moustache et des yeux bleus. Je ne peux pas faire erreur. Je le vois, chaque nuit, très distinctement, dans mes rêves...
— Pourtant...
— N'insistez pas...
Elle avait détourné la tête, peut-être pour cacher la rougeur de ses joues et les pleurs de ses yeux. Elle s'était éloignée lentement. Il s'était consolé en disant :

— Oh ! oh ! c'était une pimbêche. Je l'ai échappée belle !...
Il s'efforça de reprendre une correspondance qu'il avait abandonnée avec une veuve se prétendant avide de consolations.

Elle lui adressa sa photographie. Elle était jolie. Il prit sur elle des renseignements discrets. Ils furent extrêmement favorables.

Or, elle accepta de rencontrer Josephin Matisse dans le jardin du Luxembourg, près de la statue de Verlaine.

Nonchalamment assise sur un banc, elle attendait que le maître se présentât. Quand il vint, elle eut un sursaut :
— Non, non, s'écria-t-elle, allez-vous-en. Ce n'est pas vous ! Ce n'est pas vous ! Josephin Matisse, l'auteur de tant de livres émouvants, ne peut être qu'un homme extrêmement distingué, brun, avec une barbe abondante et correcte... Ce serait trop terrible, monsieur, que vous fussiez véritablement Josephin Matisse. Ce serait la fin de mon illusion !...
Il la laissa sur son banc devant Verlaine.

Il commençait de comprendre qu'un homme a toujours tort de prétendre correspondre à l'idée qu'une admiratrice inconsciente se fait de lui. Il n'eut pas la force d'essayer une nouvelle épreuve. Il épousa une des petites ouvrières qui dinaient à la table voisine de la sienne et qui le regardaient tendrement sans avoir jamais lu un seul de ses livres.

ALBERT ACREMANT.

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU
les mieux organisés pour apprendre Sténo, Comptabilité, etc., Paris, 96, Rue de Rivoli.
Succursales : Lyon, Bordeaux, Marseille, — Prog. gratuit.

CHAIRES A VENDRE. 350 bonnes et fortes chaises cannelles à vendre ; conviendrait pour salles de spectacles ou cinémas. S'adresser à M. SEGOND, 20, rue d'Enghien, le matin, de 11 heures à midi.

BONNE OCCASION 4 doubles portes capitonnées, avec leurs ferrures. Baumer, ou bon état à vendre. Ecrire à M. SEGOND, 20, rue d'Enghien, Paris.

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

**GRACE A L'AIDE AMÉRICAINE
LES ARMÉES ALLIÉES AURONT
LA SUPÉRIORITÉ DU NOMBRE**

M. André Tardieu, haut commissaire de France aux États-Unis, nous a fait hier les déclarations les plus confiantes.

M. André Tardieu, haut commissaire de France aux États-Unis, est arrivé hier matin à Paris, accompagné de MM. Gillet, secrétaire général du haut commissaire ; du colonel Collardet, adjoint à notre attaché militaire aux États-Unis ; de M. et Mme de Polignac et du commandant Pissard, directeur de l'Office des missions à la présidence du Conseil, qui était allé à sa rencontre.

Sur le quai M. Jeanneney, sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, a souhaité la bienvenue au haut commissaire, au nom du gouvernement. Parmi les quelques amis personnels et collaborateurs directs de M. Tardieu qui, prévenus de son arrivée, s'étaient rendus à la gare, nous avons reconnu : M. et Mme René Waldeck-Rousseau, M. Ganne, directeur de l'Office des relations franco-américaines à la présidence du Conseil ; les commandants Bessey de Boissy et Casson ; les capitaines Puaux et Carlieron, de l'Office central des missions.

Dès son arrivée, M. Tardieu s'est rendu au ministère des Affaires étrangères, où des locaux ont été spécialement aménagés, par les soins de la présidence du Conseil, pour la durée de son séjour à Paris.

M. André Tardieu a fait, dans l'après-midi, une courte apparition au Palais-Bourbon.

Très entouré, le haut commissaire de la République française aux États-Unis a fourni à ses collègues et à ses amis d'intéressantes précisions sur le concours américain, dont l'importance ne sera pas sans se faire sentir bientôt :

— Les Américains sont entrés tard dans la guerre, nous l'avons dit. Mais le poids qu'ils jettent dans la balance est formidable. Combustibles, matériel, avions, tonnage, moyens financiers, tout ce qui est à leur disposition est progressivement mis en jeu. L'ennemi ne tardera pas à s'en apercevoir.

« Les effectifs totaux de l'armée américaine se monteront, au 1^{er} juin, à plus de 2 millions d'hommes. Un nouvel appel d'un million suivra immédiatement. Le président aura pourvoir pour fixer, d'après les besoins seuls, les appels ultérieurs. »

« Avant le milieu de l'été, le nombre des troupes américaines actuellement en Europe — 500.000 hommes, chiffre publié, il y a trois semaines, par le secrétaire de la Guerre américain — sera doublé. »

« Avant la fin de l'année, il sera triplé. »
« Grâce aux mesures prises par les États-Unis, les armées alliées auront pour la phase finale la supériorité du nombre et la faculté de se recomposer sans limite. »

« N'oublions pas que les prêts aux Alliés à la date du 1^{er} mai dépassent 30 milliards de francs. De mai 1917 à avril 1918, les États-Unis ont prêté 9 milliards de francs à la France. »

« En douze mois, les États-Unis ont transporté en France plus de 4 millions de tonnes d'ordres : céréales, 1.228.000 tonnes ; acier d'artillerie, 804.000 tonnes ; pétrole et essence, 650.000 tonnes ; matériel de transport 248.000 tonnes. »

« Le progrès a été constant : 300.000 tonnes en décembre ; 380.000 tonnes en mars ; 535.000 tonnes en avril. »

« Je pourrais multiplier les chiffres ; tous concordent et sont éloquents : ils disent ce qu'a été, depuis douze mois, le rôle des États-Unis dans la guerre. »

« Mais ce que les chiffres ne disent pas, c'est l'admirable élan moral de ce peuple de cent millions d'habitants vers le devoir qui l'appelle à nos côtés. »

« Ce que les chiffres ne disent pas, c'est la tendresse de cette grande démocratie pour la démocratie française. »

« En novembre dernier, j'ai dit, en revenant en France : « Confiance absolue. » Aujourd'hui j'apporte, sans commentaires, des résultats. » — H. L.

UN DISCOURS DE M. LLOYD GEORGE

**LES SOUS-MARINS ALLEMANDS
NE SONT PLUS UN DANGER**

Telles sont les déclarations faites hier à Edimbourg par le président du conseil des ministres anglais.

EDIMBOURG, 24 mai. — Dans un discours prononcé aujourd'hui, M. Lloyd George a dit :

« Nous sommes à la veille d'une grande attaque allemande, et ceux qui sont le mieux au courant des événements futurs ont pleine confiance dans le résultat. »

M. Lloyd George a ajouté :

« Au début de l'année, l'état-major naval était certain que les flottes alliées avaient coulé plus de sous-marins que l'ennemi n'avait été capable d'en construire. »

« Le sous-marin constitue toujours une menace, mais il n'est plus un danger, et même si on le considère comme un danger pouvant entraîner la victoire ou la défaite, nous sommes à même de l'écarter. »

« Pour ce qui concerne l'augmentation dans la construction des navires, le mois d'avril détiend le record depuis le moment où la guerre sous-marine illimitée a commencé. Pour la première fois, la production des navires a dépassé les pertes. Ce record n'est pas si mauvais pour un gouvernement dont on proclame si aisément les fautes. Le sous-marin est toujours une menace, mais n'est plus un péril. » (Applaudissements.)

« La faillite du sous-marin est admise par les Allemands et c'est ce qui explique la présente offensive dans l'ouest que l'ennemi a été obligé d'entreprendre comme dernier moyen pour obtenir la victoire. »

« Se plaçant au point de vue du rendement le plus efficace de toutes les forces alliées, M. Lloyd George est plus satisfait maintenant qu'il ne l'a jamais été depuis le commencement de la guerre. »

« J'ai essayé à plusieurs reprises, dit-il, de réaliser l'unité de commandement, et maintenant que la chose est faite, il est réellement incroyable de penser que nous ayons eu pendant des mois à lutter pied à pied contre des influences puissantes pour obtenir enfin cette unité. C'est heureusement maintenant un fait accompli qui a augmenté puissamment notre force combattive. »

« Le généralissime des armées alliées, le général Foch, est un des stratèges les plus brillants de notre époque, un homme d'énergie agissante, qui a des connaissances profondes et une expérience qui commande le respect, l'admiration, la confiance, l'affection des soldats alliés de chaque armée. »

« Pour les Allemands comme pour nous, les quelques semaines qui vont suivre sont une course entre Hindenburg et le président Wilson, et les Allemands font les efforts les plus extrêmes pour arriver les premiers au but avant que les Alliés ne puissent profiter de l'aide américaine. »

« Ce n'est pas le moment d'organiser des campagnes ayant pour but de harceler les hommes chargés des destinées du pays. »

« Comme nous approchons de ce qu'on peut appeler la lutte décisive de la guerre, il est stimulant et encourageant de savoir que nous y entrons avec un grand courage et une conscience nette. » (Applaudissements.)

« La Russie est une des leçons de la guerre, dont la morale est qu'il ne faut pas avoir une confiance excessive dans les formules. »

« Ne vous y trompez pas : nous avons affaire à un despotisme prussien sans merci qui ne cherche que pillage, brigandage et rapines. Les traités n'imposent aux Allemands pas plus de contrainte aujourd'hui que le jour où ils ont envahi la Belgique. »

« Que veulent-ils ? Ils n'ont pas l'intention de finir la guerre avant d'avoir rempli de dépouilles leur sac jusqu'au bord. Tel est le sort de la Russie, et que celui qui pense pouvoir réaliser la liberté et la sécurité du monde sans briser la puissance militaire prussienne se souvienne du sort de la démocratie russe. »

M. Lloyd George a terminé son discours au milieu d'acclamations prolongées. — (Havas).

Un débat financier à la Chambre des députés

M. Laroche a eu hier, au Palais-Bourbon, les honneurs de la journée.

Après avoir interpellé sur les intentions du gouvernement relativement à l'assurance au décès des militaires des armées de terre et de mer, il a, en effet, repris possession de la tribune pour achever son discours de la veille sur le privilège de la Banque de France.

Le distingué député des Alpes-Maritimes est l'auteur d'une proposition de loi ayant pour objet d'assurer collectivement au décès toute l'armée et toute la flotte par le jeu combiné de la loi de 1908 sur les mutualités militaires et de la loi du 11 juillet 1868 qui permettait à ces mutualités d'assurer au décès collectivement tous leurs membres. Adoptée par la commission, cette proposition est demeurée en suspens par le fait de certaines objections formulées par le ministre des Finances. M. Laroche demandait donc à la Chambre de donner par son vote une indication précise au gouvernement.

M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, répondit qu'il était pleinement convaincu de l'excellence du principe dont s'inspirait la proposition.

Le débat fut clos par le vote de l'ordre du jour pur et simple.

La reprise de la discussion du privilège de la Banque de France fut ensuite à M. Laroche l'occasion d'indiquer les améliorations qu'il souhaitait voir apporter au fonctionnement de notre établissement national de crédit.

De leur nombre est l'application à la Banque de France de la loi sur les actions de travail.

M. Barthé vint réclamer plus loin la réforme de notre régime bancaire. Il continuera mardi. — LÉOPOLD BLOND.

Tout citoyen américain doit coopérer à la guerre

WASHINGTON, 24 mai. — En vertu des règlements publiés par le maréchal prévôt général Crowder, tout homme d'âge militaire doit travailler ou aller combattre après le 1^{er} juillet.

Non seulement les oisifs, mais tous les hommes d'âge militaire employés à des occupations « non utiles » auront à choisir une nouvelle occupation ou à entrer dans l'armée.

Dans l'application de la règle, tout homme, à n'importe quel groupe qu'il appartienne, qui refuse de remplir un emploi utile, sera immédiatement enrôlé.

Les instructions en cours

Le capitaine Bouchardon, continuant l'instruction de l'affaire Caillaux, a entendu, hier matin, M. Bernadet, inspecteur du service des renseignements et des jeux, et dans l'après-midi M. France, commissaire divisionnaire de la Sûreté générale.

Le lieutenant Jousset a entendu, hier matin, le baron Sottolana dans l'affaire Hanau. L'instruction est d'ailleurs terminée.

Quant à l'affaire Loustalot-Comby, le lieutenant Jousset n'attend plus, pour en clore l'instruction, que le dépôt du rapport de M. l'expert Doyen.

De son côté, le lieutenant Gazier a continué l'interrogatoire du négociant Pillet.

Dans les affaires de publicité, M. Bonin vient de nommer un nouvel expert pour établir les relations entre la Société Fortin et la Société Européenne.

Dans l'affaire des perles, M. Bonin attend le résultat de différentes commissions rogatoires.

**LE CALME N'EST PAS REVENU
EN UKRAINE OU L'ON PROTESTE
CONTRE LA MAINMISE ENNEMIE**

Le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne en Russie, a fait sa première visite officielle à M. Lenine.

Moscou, 12 mai (retardée en transmission). — Kief devient le théâtre d'événements très sérieux.

A plusieurs reprises la résidence de l'hetman Skoropadski a été assiégée par des unités restées fidèles à la Rada.

La Rada mobilise et concentre près de Kief toutes les forces qui sont à sa disposition.

D'autre part, on apprend que le comte Mirbach, ambassadeur d'Allemagne en Russie, a fait, le 16 mai, une première visite officielle à M. Lenine.

Etant donnée la longue période qui s'écoula entre l'arrivée du comte Mirbach et cette visite, les journaux russes lui attribuent une certaine importance et veulent y voir une preuve que le pouvoir des Soviets est enfin sorti de l'atmosphère orangeuse qui entourait les relations russo-allemandes, où un ultimatum suivait un autre ultimatum.

Les habitants de Rome célèbrent le troisième anniversaire de la guerre

ROME, 24 mai. — Les fêtes commémoratives du troisième anniversaire de l'entrée en guerre de l'Italie se sont déroulées dans le plus grand enthousiasme.

Une imposante cérémonie a eu lieu au théâtre Argentina, où MM. Girardini, député d'Udine, Salandra, ancien président du Conseil, et le délégué du maire de Rome furent longuement acclamés.

A l'Augusteum, le prince de Galles a prononcé un grand discours à la gloire de l'Italie.

Un sous-marin allemand à Santander

MADRID, 24 mai. — Le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur vient de communiquer un télégramme qu'il a reçu de Santander annonçant qu'un sous-marin allemand d'un petit type, portant le numéro 65, est entré dans ce port ce matin, à 6 heures.

Ce sous-marin est avarié. Il a été amarré près d'un autre navire allemand interné.

L'affaire Paix-Séailles

Les témoins continuent à défiler. Ce furent hier : l'expert Doyen, le colonel Ilos, le lieutenant Billard-Monin, M. les Clauze et Habert. Puis les deux généraux Cordonnier et Sarraïl.

On discute l'un des points importants du procès, car on sait que le général Cordonnier est d'un avis différent de celui du général Sarraïl sur les conséquences que put avoir sur les opérations d'Orient la divulgation des documents Paix-Séailles.

Aujourd'hui, à une heure, convocation de MM. Briand, Viollette et Painlevé. Peut-être aussi le général Cordonnier sera-t-il entendu contradictoirement avec le général Sarraïl.

Quant au jugement, on ne compte guère qu'il soit rendu avant lundi ou mardi.

COMPAGNIE FRANÇAISE POUR L'EXPLOITATION DES PROCÉDÉS THOMSON-HOUSTON

Société anonyme, Capital 90.175.000 francs
Siège social : rue de Londres, n° 10, Paris

AVIS AUX ACTIONNAIRES
Emission de 59.650 actions

En exécution de la résolution votée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 avril 1918, le Conseil d'administration a décidé de procéder à l'augmentation du capital de Fr. 50.175.000 à Fr. 130.000.000, par émission de 59.650 actions nouvelles de 500 francs.

Ces actions seront émises, à partir du 27 mai courant, au prix de Fr. 600 par titre, avec coupon N° 29 attaché, donnant droit à l'intégralité des intérêts et dividendes de l'exercice 1918. Elles seront payables à raison de Fr. 225 en souscrivant, et le surplus, soit Fr. 375, le 31 août 1918, au plus tard.

Conformément à l'art. 8 des Statuts, ces actions nouvelles seront réservées par préférence aux propriétaires des 130.350 actions existantes, ce droit de préférence qui s'exercera à titre irréductible, à raison de une action nouvelle pour trois actions anciennes, devra, à peine de déchéance, être exercé avant le 22 juin prochain, au plus tard. Ce délai sera prorogé jusqu'à trois mois après la date officielle de cessation des hostilités en faveur des actionnaires qui justifieront, dans les termes de la décision votée par l'assemblée générale extraordinaire du 15 avril 1918, avoir été empêchés de l'exercer du fait des circonstances de guerre.

Il ne sera pas admis de souscription à titre réductible.

A l'appel de leur souscription, MM. les Actionnaires devront présenter leurs certificats nominatifs ou leurs actions au porteur, en vue de l'apposition d'une estampille constatant l'exercice du droit de souscription.

Les souscriptions seront reçues, à partir du lundi 27 mai 1918, et jusqu'au samedi 22 juin inclus, dans les Etablissements et Banques ci-après, ainsi que dans leurs succursales et Agences :

Comptoir National d'Escompte de Paris ; Crédit Lyonnais ; Société Générale ; Banque Française pour le Commerce et l'Industrie ; Banque Nationale de Crédit ; Banque de Paris et des Pays-Bas ; Banque des Pays du Nord ; Banque Privée ; Banque Transatlantique ; Banque de l'Union Parisienne ; Comptoir d'Algérie ; Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie ; Société Marseillaise ; MM. Morgan Harjes et Co ; MM. Orléans Sautter et Co ; Banque Finaud et Société Nancéenne de Crédit Industriel et de Dépôts, à Nancy.

La Notice prévue par la Loi a été insérée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, numéro du 20 mai 1918. Les formalités prescrites par les textes concernant les émissions de valeurs mobilières, et, notamment, par la loi du 31 mai 1916, ont été remplies.

Le Conseil d'Administration.

BENEDICTINE "la GRANDE LIQUEUR FRANÇAISE" TONIQUE DIGESTIVE

LES COMMUNIQUES OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Des coups de main ennemis au sud-est de Mesnil-Saint-Georges et à l'ouest de Noyon ont échoué sous nos feux.

De notre côté, nous avons pénétré dans les lignes ennemies au sud-est de Coucy, en Champagne et dans les Vosges : nous avons ramené des prisonniers.

Activité d'artillerie intermittente en quelques points du front.

23 HEURES. — Un de nos détachements a pénétré dans les lignes allemandes, au sud de Canny-sur-Matz, et a fait sauter des abris ; d'autre part, un coup de main ennemi à l'est de Sampigny a échoué.

Rien à signaler sur le reste du front.

Front américain

21 HEURES. — Rien de nouveau à signaler. Il est confirmé que nos aviateurs ont abattu deux appareils ennemis le 21 mai.

Front britannique

13 HEURES. — A la suite d'un raid exécuté hier par l'ennemi au nord de la cote 70, quelques-uns de nos hommes manquent. De bonne heure, dans la soirée, les Allemands ont tenté un autre raid sur un de nos postes, dans la forêt d'Aveluy. Ils ont été repoussés.

Peu après minuit, nous avons réussi de notre côté un raid au sud-ouest de La Bassée. Quelques prisonniers sont restés entre nos mains, ainsi qu'au cours de combats de patrouilles au nord du canal d'Ypres-Comines.

Hier au soir, à l'ouest de Lens et dans les environs de Givenchy et de Festubert, l'artillerie ennemie s'est montrée active.

Dans le secteur de la forêt de Nieppe, nos positions ont été bombardées par des obus à gaz toxiques.

21 H. 30. — Sous la protection d'un violent barrage d'artillerie, l'ennemi a exécuté, la nuit dernière, un raid aux environs de Bucquoy. Peu de nos hommes ont disparu.

Des patrouilles anglaises et françaises ont ramené quelques prisonniers en différents points du front.

Rien d'autre à signaler.

Front belge

(23 mai). — Activité assez grande des deux artilleries dans la région de Langemark-Merckem, où nous avons capturé cinq prisonniers.

Front italien

Sur la Costa di Salò (nord-est du lac de Ledro), nos patrouilles, après avoir dépassé les défenses avancées de l'ennemi, ont pénétré dans un élément de sa ligne de résistance, anéanti la garnison qui s'y trouvait, ramené 11 prisonniers, des fusils et d'autre matériel.

Dans la région de Zugna-Torta, l'adversaire a riposté par une contre-attaque aux tentatives résolues de nos groupes. Il a été repoussé et a laissé une dizaine de prisonniers entre nos mains. Les tentatives de raids ennemis et d'attaques sur le mont Vies (vallée de Ledro), sur le mont Trapola (Vallarsa), dans la conquête d'Asiago, entre la Brenta et la Piave, sur le mont Portica et au Port de Salton, ont échoué sous nos feux.

L'activité aérienne a été intense : 5 appareils ennemis ont été abattus.

Les champs d'aviation de Feltré et de Motta di Livenza ont été bombardés avec succès.

Front de Macédoine

(23 mai). — Activité réciproque d'artillerie à l'ouest du Vardar et dans la région de la Moglena.

L'ennemi a tenté, dans la boucle de la Cerna et à l'ouest du lac d'Ochrida, plusieurs coups de main qui ont tous échoué.

Sur la Struma, au nord du lac Tchinov, un détachement hellénique a mis en fuite un poste bulgare.

Bombardement, par les aviations alliées, de l'aérodrome de Hudovo et des campements ennemis au nord-ouest de Nonte et dans la région d'Ochrida.

LE MONDE

CORPS DIPLOMATIQUE

— M. Bridgeman, secrétaire à la légation d'Angleterre à Athènes, est nommé aux mêmes fonctions à l'ambassade de la Grande-Bretagne de Paris, où il a déjà occupé le poste de second secrétaire.

INFORMATIONS

— On annonce que l'aspirant Etienne Vatin-Pérignon, porté disparu depuis le 30 mars dernier, est prisonnier en Allemagne, et en bonne santé.

FIANÇAILLES

— On annonce les fiançailles de M. Benjamin Messiah, ingénieur des ponts et chaussées, capitaine aérostatier, commandant l'aérostation d'un corps d'armée, avec Mlle Suzanne Frankel, fille de M. Frankel, industriel, ancien président de la Chambre de commerce d'Elbeuf, et petite-fille de M. Edouard Schwob, conseiller général de la Haute-Savoie.

— M. Henri Leclerc, sergent au 66^e régiment d'infanterie, décoré de la croix de guerre, fils de feu M. Henri Leclerc, ancien magistrat, et de Mme, née de Cathelineau, est fiancé à Mlle Marie-Reine Demazure, fille du capitaine, ancien conseiller général des Vosges, et de Mme André Demazure, née Phulpin.

MARIAGES

— A Nice, vient d'avoir lieu le mariage de Mlle Sébastienne Pozzo di Borgo, fille du docteur et de Mme Pozzo di Borgo, avec le lieutenant Mortemart de Boisse, décoré de la croix de guerre. Les témoins étaient pour le marié : le chef de bataillon en retraite Philippe d'Omezon, officier de la Légion d'honneur, son oncle, et M. Louis Sarrette, capitaine d'artillerie, chevalier de la Légion d'honneur ; pour la mariée : la princesse Maria de Bourbon et M. Victor du Tremblay, sous-lieutenant aviateur, décoré de la médaille militaire et de la croix de guerre.

NAISSANCES

— Mme de Longevialle, née de Barbarin, a mis au monde un fils : Guy.

DEUILS

Nous apprenons la mort :
De M. Henri Gadilhe, conservateur des hypothèques honoraire à Nice, décédé dans sa soixante-huitième année. Le défunt était le beau-père de M. Raux, préfet de police.

De M. de Lasteyrie, baron du Saillant, lieutenant au 43^e bataillon de chasseurs, détaché à l'escadron... Fait prisonnier, il s'évada en décembre 1917, reprit sa place au front, fut deux fois cité et nommé chevalier de la Légion d'honneur. Il était le quatrième fils de M. de Lasteyrie, marquis du Saillant ; l'aîné de ses frères, commandant au 14^e d'infanterie, a été tué.

Du capitaine adjudant-major Georges Bouffé, chevalier de la Légion d'honneur, deux fois cité, mort pour la France.

De Mme Treuille de Beaulieu, veuve du général, décédée en son domicile de la rue Vaneau.

De M. Frédéric Lesueur, président de la chambre des avoués de Blois, qui a succombé dans cette ville à l'âge de soixante-trois ans.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière. Téléphone Central 5211. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanche et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

L'affaire Zucco

M. Bonin, juge d'instruction, a commencé hier les interrogatoires de fond du banquier Zucco, assisté de M. Albert Crémieux. Deux points ont été établis. D'abord la situation militaire de Zucco : il était, a-t-il prouvé, en congé de convalescence et en instance de réforme au 3^e zouaves. Quant à sa situation judiciaire, elle est celle-ci : si Zucco n'était pas sous mandat de dépôt, il serait encore en liberté en attendant que les arrêts rendus contre lui soient devenus définitifs, pourvu ayant été fait par lui en cassation.

La Bretelle "Galila"
A DOS AUTO-AJUSTEUR

est en vente dans toutes les bonnes maisons

La documentation sur la guerre la plus complète et la plus exacte est fournie par la collection d'« Excelsior ». Demander conditions spéciales à nos bureaux.

CRÈME MARGUERITE LEMPLEY
D'HORTY-PARIS.PASTILLES MIRATON
Constipation
250 CHATELGUYON 250

VILLEGIATURES

Les Alpes françaises
AIX-LES-BAINS

HOTEL DE L'EUROPE
Gd Jard et Jard-Rest.

AIX-LES-BAINS

HOTEL MIRABEAU
Restaurant tr. recherché

BRIDES

LES BAINS Le Pavillon-Hôtel Latour
inaugure le 1^{er} juin dans son parc
LE ROYAL HOTEL, construct. mod. avec dern. conf.

LES VOIRONS

— S.-E.-VIEN, Montagne
class. 3^e point de vue
en Europe. Séjour de repos. 1.200 mètres d'altitude.
HOTEL DES CHALETS, par Boège (Haute-Savoie).

LES ALPES FRANÇAISES.

qui est l'édition d'été de LA COTE D'AZUR, publie chaque semaine la Liste des Etrangers des stations de Savoie, Dauphiné, Alpes : Hautes, Basses et Maritimes. Directeur à Nice. Bureaux corresp. av. Syndicats d'Initiative. Reçoit abonn. et publicités d'EXCELSIOR.

La Côte d'Azur
AGAY

près CANNES. LES ROCHES ROUGES
Domin. mer. Centre excursions Estérel.

CAP-FERRAT

LE GRAND HOTEL
bord mer. Situé entre
Nice et Monte-Carlo. Arrangement. Ouvert tout l'été.

MONTE-CARLO TERMINUS-HOTEL
Toujours ouvert.
Tr. frais. Cuis. abond., soignée. P. 12 fr. p. j. B. mer.

NICE G^d HOTEL O'CONNOR
Très central. — Ouvert toute l'année.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volumard.

EXCELSIOR
L'ANNIVERSAIRE DE LA BATAILLE D'YPRES CÉLÉBRÉ A MONTRÉAL

LES VÉTÉRANS QUI Y PRIRENT PART PRIENT POUR LE SUCCÈS DE LA BATAILLE ACTUELLE

Un certain nombre de vétérans de l'armée canadienne appartenant aux 13^e et 14^e bataillons, qui prirent part, il y a trois ans, à la première bataille d'Ypres, se sont réunis récemment pour en célébrer l'anniversaire. Au début de la cérémonie, ils firent en commun une prière solennelle pour demander

au Ciel que la ligne des Alliés conservât la ville pour laquelle ils avaient combattu et où ils furent intoxiqués par la première vague de gaz asphyxiants envoyée par les Allemands. La cérémonie était présidée par le pasteur-colonel Almond, lui-même un des glorieux mutilés de la célèbre bataille.

B L O C - N O T E S

VOUS n'êtes pas sans avoir entendu parler d'une doctrine économique appelée « libre-échange ». Selon les apôtres de cette doctrine toute taxe douanière, toute mesure fiscale prise pour protéger le commerce, l'industrie, l'agriculture d'un pays contre la concurrence étrangère ne peut donner aucun résultat, ou bien ne donne que des résultats funestes. Bien entendu, il existe une autre école, dite protectionniste, qui affirme tout le contraire.

Ce n'est pas moi qui départagerai ces antagonistes ! Je trouve, en effet, dans un article anecdotique et documentaire écrit par un de mes confrères, les deux faits historiques suivants, qui me plongent jusqu'au cou dans l'océan de l'indécision.

Le bon roi de France Louis XII, au quinzième siècle, fut douloureusement choqué de voir ses sujets favoriser avec excès — selon lui — l'art des orfèvres : ils se couvraient de bijoux, colliers, bagues, bracelets, boucles d'oreilles, etc., et dépensaient ainsi de fortes sommes. Donc, il lança paternellement un édit qui interdisait la fabrication des bijoux. Tout ce qui en advint fut que les orfèvres français furent ruinés, mais que ceux d'Italie gagnèrent beaucoup d'argent : car c'est en Italie que les gentilshommes élégants et les femmes qui ne voulaient pas rester toutes nues — rien n'habilait comme un collier — firent désormais leurs emplettes.

Voilà qui prouve surabondamment, n'est-ce pas, le bien-fondé du fameux axiome des libre-échangistes : « Laissez faire, laissez passer ! » Mais attendez !

Au dix-huitième siècle, les femmes se ruinaient en « indiennes ». Ces tissus de coton imprimés venaient alors de l'Inde, comme leur nom aurait suffi à le faire présumer. Soucieux de préserver les maris et les pères contre les dépenses excessives ou cette mode indusiale leurs femmes et leurs filles, le gouvernement de Louis XV interdit l'importation de ces étoffes. Mais alors la fabrication nationale s'ingénua — et l'industrie des indiennes françaises fut créée. Elle a pris, à partir de cette date, un joli développement.

Voilà donc deux mesures prohibitives qui aboutissent à des effets radicalement opposés : dans le premier cas, un art national se voit étranglé ; dans le second cas, la mesure de prohibition fait naître sur notre sol une industrie nouvelle et nous évite d'être tributaires de l'étranger.

Voilà pourquoi je préfère garder, à l'égard de ces thèses adverses de libre-échange et de protectionnisme, une impartialité empreinte de scepticisme.

Pierre MILLE.

Dix centimes à priser

Dans la circulaire que vient de lancer le sous-secrétaire d'Etat aux Finances au sujet du tabac, il n'est pas question du tabac à priser.

C'est donc que chacun restera libre d'empêcher à discrétion ses narines de poudrer stérutatoire.

Déplorable manie, diront nos élégants et nos élégantes.

Sans doute, et nous ne prétendons pas la défendre.

Cependant, nous sommes bien obligé de reconnaître que l'usage de priser est presque aussi répandu que celui de fumer dans les campagnes et au front.

Certains colonels désapprouvant cette coutume la voulaient interdire. Dans certains cantonnements la vente du tabac à priser fut prohibée.

Un tel rigorisme n'est peut-être ni très traditionnel ni surtout très militaire.

Toute l'ancienne France, et surtout la plus aristocratique, prisait. Les plus riches collectionneurs d'objets précieux s'enorgueillissaient de posséder dans leur galerie de merveilles tabatières d'or, de vermeil, d'émail, d'ivoire, de nacre, d'écaillé. Aucune matière n'était trop rare pour renfermer la poudre aujourd'hui dédaignée des gens du bel air. Les marquis et les ducs les plus huppés piquaient les grains de tabac entre leurs nobles phanères.

Le plus grand priseur fut le Petit Caporal. Et ce détail historique serait peut-être de nature à réhabiliter dans l'esprit de nos officiers l'habitude qu'ils condamnent.

Victorien Sardou, qui avait étudié par le menu les tics de l'empereur, avait noté d'après des souvenirs authentiques le geste que faisait Napoléon pour secouer le tabac sur son jabot de dentelles ou sur les parements de sa redingote grise. Le dieu des batailles, pour exécuter cet époussetage, faisait remonter, paraît-il, sa main de bas en haut.

Pendant les répétitions de *Madame Sans-Gêne*, l'acteur qui jouait le rôle de Napoléon oubliait souvent la recommandation qui lui avait été faite à ce sujet. Et Sardou de lui crier :

— Hé ! dites donc, l'empereur, pas comme ça pour secouer votre tabac ! Comme ça, regardez : de bas en haut !

L'art consciencieux est fait de ces minuties.

Puisque Napoléon I^{er} prisait, laissons priser les poilus.

Et félicitons le sous-secrétaire d'Etat aux Finances de n'avoir pas réglementé la consommation de la poudre de tabac.

Ligue étrange

On ne compte plus les conquêtes du féminisme pendant la guerre.

En l'absence des hommes, leurs compagnes ont donné l'assaut à tous les services publics ou privés. Elles se sont même organisées en ligues de résistance pour garder leurs places quand reviendront les combattants.

Mais il y a mieux encore.

Voici que les filles d'Eve se groupent non plus par professions, non plus par catégories sociales, mais selon leur aspect physique.

Nous apprenons qu'à Chicago va se fonder une... Société de femmes laides.

Elles veulent, paraît-il, se défendre contre les avantages réservés à celles qui sont belles. Elles prétendent que les emplois commerciaux et industriels sont attribués de préférence aux jolies candidates, même si leurs mérites sont inférieurs à ceux des postulantes disgraciées par la nature. Elles réclament énergiquement contre ces habitudes qu'elles jugent fâcheuses.

Puisque la Ligue des femmes laides doit être inspirée par la justice, souhaitons-lui bonne chance.

A vrai dire, nous ne croyons pas beaucoup à son avenir. Quelle femme se décernera à elle-même un brevet de laideur ? La

moins séduisante pense pouvoir rivaliser avec Aphrodite. Si elle constate le triomphe d'une rivale, elle accusera plutôt le mauvais goût des hommes.

Et, d'ailleurs, est-ce la beauté qui sollicite l'amour ? Pas toujours. Certaines femmes laides sont plus séduisantes que nombre de leurs sœurs très jolies.

Sans doute les ligueuses de Chicago auraient-elles intérêt à écouter ce conseil : « Au lieu de protester et de faire les harpagueuses, tâchez de plaire ! »

Le cycle des chefs d'Etat

Deux très grandes et très belles élections vont réunir, à l'Académie des Sciences morales et politiques, l'unanimité des suffrages.

Cet après-midi, en comité secret, cette Académie accueillera avec enthousiasme, nous ne craignons pas de l'avancer, la proposition qui lui sera faite par plusieurs de ses membres d'élire dans sa section d'associés étrangers deux candidats illustres, candidats que nous avions ici même annoncés il y a plusieurs semaines : le président Wilson et le cardinal Mercier.

Consultés sur l'hommage qu'on désirait leur rendre par ce vote, ces deux candidats ont déclaré qu'ils seraient fiers d'être membres de l'Institut de France.

L'Académie des Sciences morales était la seule qui n'eût point encore l'honneur de compter parmi ses élus un chef d'Etat en exercice.

L'Académie française à M. Poincaré ; l'Académie des Inscriptions, le roi d'Italie ; l'Académie des Sciences et l'Académie de Médecine ont le prince de Monaco ; l'Académie des Beaux-Arts a la gracieuse reine de Roumanie ; enfin, l'Académie d'Agriculture, le roi d'Angleterre.

Le président Wilson fera à l'Académie des Sciences morales ce cycle auguste.

Habilité professionnelle

Une grande émulation règne en ce moment parmi les ouvriers riveurs des deux hémisphères.

Il ne fut bruit d'abord que d'un Américain qui en sa journée de huit heures posa 2.700 rivets. Ses lauriers empêchèrent les travailleurs anglais de dormir, et l'on sut bientôt qu'un ouvrier des grandes usines du centre britannique avait dépassé le premier en fixant plus de 4.500 rivets en un jour.

Mais les Américains ne se tinrent pas pour battus. Voici qu'à Brooklyn un certain Briggs vient d'établir le record du monde en plaçant, dans une journée de sept heures et demie, 7.864 rivets de 16 c/m. Il travaillait si furieusement que son aide dut être remplacé quatre fois au cours de la journée.

LE PONT DES ARTS

L'Académie française, dont les commissions se réunissent maintenant plusieurs fois par semaine, en vue de l'élection des prix littéraires, a décidé qu'elle proclamerait jeudi prochain ses grands lauréats pour le « prix de littérature » de 10.000 francs destiné à un prosateur ou à un poète ; pour le « prix de roman », de 5.000 francs ; pour le prix Gobert, de 10.000 francs, et enfin pour le prix Broquette-Gonin, de 10.000 francs.

D'autre part, l'Académie des inscriptions a statué, dès hier, sur l'attribution du prix Sainton, de 3.000 francs, qu'elle a partagé entre MM. Clément Huard (2.000 francs) et Biarnay (1.000 francs), pour leurs ouvrages relatifs aux études orientales ; et elle a décerné le prix Stanislas Julien, de 1.500 francs, à M. Jérôme Tobar.

LE VEILLEUR.

THÉÂTRES

Opéra. — La première représentation de *Rebecca*, scène lyrique de César Franck, sera donnée, ce soir, au début du spectacle, et commencera à 19 h. 30 très précises. M. Camille Chevillard dirigera l'orchestre, rendant ainsi une fois de plus hommage à l'un des maîtres les plus admirables de la musique française. Les indications poétiques de la partition ont été scrupuleusement suivies par M. Maxime Delmas, pour les costumes, et M. Léo Devaux, régisseur général, pour la mise en scène. Le rôle de Rebecca sera interprété, ce soir, par Mme Madeleine Bugg ; celui d'Eliezer, par M. Leselly.

Vaudeville. — Cet après-midi, à 2 h. 30, générale (reprise) à bureaux ouverts de *Nono*, comédie de M. Sacha Guitry, jouée par l'auteur, MM. Baron fils, Hiéronimus, Mme Jane Delys et Mlle Yvonne Printemps.

AUX FOLIES-BERGÈRE

Aujourd'hui MATINÉE
MADO MINTY
A. MARLY
BRÉMONVAL
DRÉAN
POPULAIRE QUAND MÊME !
Revue
Faut. 1, 2, 3 fr. Tous les soirs à 8 h. 30
DEMAIN DIMANCHE MATINÉE

LA JOURNÉE :

Opéra, 7 h. 30, *Rigoletto*, *Rebecca*.
Comédie-Française, 8 h., *L'Abbé Constantin*.
Opéra-Comique, 1 h. 30, *Louise* ; 7 h. 30, *Madame Butterfly*.
Odéon, 2 h., *les Faux Bonshommes* ; 7 h. 45, *Severo Torelli*.
Vaudeville, 2 h. 30, *Nono*.
Variétés, 2 h., *le Petit Sac*.
Porte-St-Martin, 8 h. 15, *la Flambee*.
Ambigu, 8 h. 30, *Quatre femmes et un caporal*.
Palais-Royal, 2 h. 30, *la Cognote*.
Châtelet, 8 h., *la Course au bonheur*.
Antoine, 8 h. 30, *M. Bourdin, profiteur*.
Gymnase, 8 h. 45, *Petite Reine*.
Athénée, 8 h. 30, *la Dame de chambre*.
Renaissance, 8 h. 30, *le Coup de fouet*.
Trionon-Eyrique, 8 h., *le Petit Duc*.
Edouard-VII, 8 h. 45, *la Folle nuit*.
Scala, 8 h. 30, *Amour et Cie*.
Grand-Guignol, 8 h. 30, *l'Expérience du docteur Lorde*.
Déjazet, 8 h. 15, *l'Enfant du miracle*.
Th. des Arts, 8 h., *Rip*.

SPECTACLES DIVERS

Folies-Bergère (Gul. 02-50), 2 h. 30 et 8 h. 30, la revue *Quand même !* 2 actes, 35 tableaux, 100 artistes.
Olympia (Centr. 44-68), 2 h. 30 et 8 h. 30, spectacle de music-hall, Match Delmarès-Sandrine.
Casino de Paris, 2 h. 30 et 8 h. 30, Mistinguett, Chevalier, Rose Amy, Magnard dans la revue.

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, *masqué et mer et le Cirque à domicile*.

Communiqués

Nous avons transmis à M. Leboucq, député de Paris, pour les artilleurs qui ont détruit la « grosse Bertha » qui tirait sur la capitale quelques sommes dont voici l'énumération :
Les dames de chez Duval (place de la République), 15 francs ; trois anonymes, 6 fr. 50 ; L. V., 5 francs ; la mère d'un artilleur de la classe 15, 5 francs ; M. Jung, 2 francs.
Les employés des tramways des Lilas ont, de leur côté, envoyé 65 francs, résultat d'une collecte.
Les artilleurs qui défendent Paris ne manqueront ni de tabac, ni de bon vin. Leur vœu a été entendu.

Bourse de Paris du 24 Mai 1918

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 ann. libéré			201. Bons. 1881	370.50	375.00
5 0/0 ann. libéré	87.50	87.50	1882	4.66	4.66
3 0/0 ann. libéré	75.50		1883	2.15	2.15
3 0/0 ann. libéré	59.75	59.75	1884	4.88	4.88
3 1/2 ann. libéré	88.75	88.75	1885	1.50	1.50
3 1/2 ann. libéré	84.50	93.75	1886	2.25	2.25
4 1/2 ann. libéré	300.00		1887	1.76	1.76
4 1/2 ann. libéré	300.00		1888	1.47	1.47
5 1/2 ann. libéré	558.00		1889	1.32	1.32
5 1/2 ann. libéré	88.75	88.75	1890	1.32	1.32
6 1/2 ann. libéré	88.75	88.75	1891	1.03	1.03
7 1/2 ann. libéré	17.00		1892	1.11	1.11
8 1/2 ann. libéré	308.00		1893	1.06	1.06
9 1/2 ann. libéré	300.00		1894	1.05	1.05
10 1/2 ann. libéré	300.00		1895	1.01	1.01
11 1/2 ann. libéré	300.00		1896	1.01	1.01
12 1/2 ann. libéré	300.00		1897	1.01	1.01
13 1/2 ann. libéré	300.00		1898	1.01	1.01
14 1/2 ann. libéré	300.00		1899	1.01	1.01
15 1/2 ann. libéré	300.00		1900	1.01	1.01
16 1/2 ann. libéré	300.00		1901	1.01	1.01
17 1/2 ann. libéré	300.00		1902	1.01	1.01
18 1/2 ann. libéré	300.00		1903	1.01	1.01
19 1/2 ann. libéré	300.00		1904	1.01	1.01
20 1/2 ann. libéré	300.00		1905	1.01	1.01
21 1/2 ann. libéré	300.00		1906	1.01	1.01
22 1/2 ann. libéré	300.00		1907	1.01	1.01
23 1/2 ann. libéré	300.00		1908	1.01	1.01
24 1/2 ann. libéré	300.00		1909	1.01	1.01
25 1/2 ann. libéré	300.00		1910	1.01	1.01
26 1/2 ann. libéré	300.00		1911	1.01	1.01
27 1/2 ann. libéré	300.00		1912	1.01	1.01
28 1/2 ann. libéré	300.00		1913	1.01	1.01
29 1/2 ann. libéré	300.00		1914	1.01	1.01
30 1/2 ann. libéré	300.00		1915	1.01	1.01
31 1/2 ann. libéré	300.00		1916	1.01	1.01
32 1/2 ann. libéré	300.00		1917	1.01	1.01
33 1/2 ann. libéré	300.00		1918	1.01	1.01
34 1/2 ann. libéré	300.00		1919	1.01	1.01
35 1/2 ann. libéré	300.00		1920	1.01	1.01
36 1/2 ann. libéré	300.00		1921	1.01	1.01
37 1/2 ann. libéré	300.00		1922	1.01	1.01
38 1/2 ann. libéré	300.00		1923	1.01	1.01
39 1/2 ann. libéré	300.00		1924	1.01	1.01
40 1/2 ann. libéré	300.00		1925	1.01	1.01
41 1/2 ann. libéré	300.00		1926	1.01	1.01
42 1/2 ann. libéré	300.00		1927	1.01	1.01
43 1/2 ann. libéré	300.00		1928	1.01	1.01
44 1/2 ann. libéré	300.00		1929	1.01	1.01
45 1/2 ann. libéré	300.00		1930	1.01	1.01
46 1/2 ann. libéré	300.00		1931	1.01	1.01
47 1/2 ann. libéré	300.00		1932	1.01	1.01
48 1/2 ann. libéré	300.00		1933	1.01	1.01
49 1/2 ann. libéré	300.00		1934	1.01	1.01
50 1/2 ann. libéré	300.00		1935	1.01	1.01
51 1/2 ann. libéré	300.00		1936	1.01	1.01
52 1/2 ann. libéré	300.00		1937	1.01	1.01
53 1/2 ann. libéré	300.00		1938	1.01	1.01
54 1/2 ann. libéré	300.00		1939	1.01	1.01
55 1/2 ann. libéré	300.00		1940	1.01	1.01
56 1/2 ann. libéré	300.00		1941	1.01	1.01
57 1/2 ann. libéré	300.00		1942	1.01	1.01
58 1/2 ann. libéré	300.00		1943	1.01	1.01
59 1/2 ann. libéré	300.00		1944	1.01	1.01
60 1/2 ann. libéré	300.00		1945	1.01	1.01
61 1/2 ann. libéré	300.00		1946	1.01	1.01
62 1/2 ann. libéré	300.00		1947	1.01	1.01
63 1/2 ann. libéré	300.00		1948	1.01	1.01
64 1/2 ann. libéré	300.00		1949	1.01	1.01
65 1/2 ann. libéré	300.00		1950	1.01	1.01
66 1/2 ann. libéré	300.00		1951	1.01	1.01
67 1/2 ann. libéré	300.00		1952	1.01	1.01
68 1/2 ann. libéré	300.00		1953	1.01	1.01
69 1/2 ann. libéré	300.00		1954	1.01	1.01
70 1/2 ann. libéré	300.00		1955	1.01	1.01
71 1/2 ann. libéré	300.00		1956	1.01	1.01
72 1/2 ann. libéré	300.00		1957	1.01	1.01
73 1/2 ann. libéré	300.00		1958	1.01	1.01
74 1/2 ann. libéré	300.00		1959	1.01	1.01
75 1/2 ann. libéré	300.00		1960	1.01	1.01
76 1/2 ann. libéré	300.00		1961	1.01	1.01
77 1/2 ann. libéré	300.00		1962	1.01	1.01
78 1/2 ann. libéré	300.00		1963	1.01	1.01
79 1/2 ann. libéré	300.00		1964	1.01	1.01
80 1/2 ann. libéré	300.00		1965	1.01	1.01
81 1/2 ann. libéré	300.00		1966	1.01	1.01
82 1/2 ann. libéré	300.00		1967	1.01	1.01
83 1/2 ann. libéré	300.00		1968	1.01	1.01
84 1/2 ann. libéré	300.00		1969	1.01	1.01
85 1/2 ann. libéré	300.00		1970	1.01	1.01
86 1/2 ann. libéré	300.00		1971	1.01	1.01
87 1/2 ann. libéré	300.00		1972	1.01	1.01
88 1/2 ann. libéré	300.00		1973	1.01	1.01
89 1/2 ann. libéré	300.00		1974	1.01	1.01
90 1/2 ann. libéré	300.00		1975	1.01	1.01
91 1/2 ann. libéré	300.00		1976	1.01	1.01
92 1/2 ann. libéré	300.00		1977	1.01	1.01
93 1/2 ann. libéré	300.00		1978	1.01	1.01
94 1/2 ann. libéré	300.00		1979	1.01	1.01
95 1/2 ann. libéré	300.00		1980	1.01	1.01
96 1/2 ann. libéré	300.00		1981	1.01	1.01
97 1/2 ann. libéré	300.00		1982	1.01	1.01
98 1/2 ann. libéré	300.00		1983	1.01	1.01
99 1/2 ann. libéré	300.00		1984	1.01	1.01
100 1/2 ann. libéré	300.00		1985	1.01	1.01
101 1/2 ann. libéré	300.00		1986	1.01	1.01
102 1/2 ann. libéré	300.00		1987	1.01	1.01
103 1/2 ann. libéré	300.00		1988	1.01	1.01
104 1/2 ann. libéré	300.00		1989	1.01	1.01
105 1/2 ann. libéré	300.00		1990	1.01	1.01
106 1/2 ann. libéré	300.00		1991	1.01	1.01
107 1/2 ann. libéré	300.00		1992	1.01	1.01
108 1/2 ann. libéré	300.00		1993	1.01	1.01
109 1/2 ann. libéré	300.00		1994	1.01	1.01
110 1/2 ann. libéré	300.00		1995	1.01	1.01
111 1/2 ann. libéré	300.00		1996	1.01	1.01
112 1/2 ann. libéré	300.00		1997	1.01	1.01
113 1/2 ann. libéré	300.00		1998	1.01	1.01
114 1/2 ann. libéré	300.00		1999	1.01	1.01
115 1/2 ann. libéré	300.00		2000	1.01	1.01
116 1/2 ann. libéré	300.00		2001	1.01	1.01
117 1/2 ann. libéré	300.00		2002	1.01	1.01
118 1/2 ann. libéré	300.00		2003	1.01	1.01
119 1/2 ann. libéré	300.00		2004	1.01	1.01
120 1/2 ann. libéré	300.00		2005	1.01	1.01
121 1/2 ann. libéré	300.00		2006	1.01	1.01
122 1/2 ann. libéré	300.00		2007	1.01	1.01
123 1/2 ann. libéré	300.00		2008	1.01	1.01
124 1/2 ann. libéré	300.00		2009	1.01	1.01
125 1/2 ann. libéré	300.00		2010	1.01	1.01
126 1/2 ann. libéré	300.00		2011	1.01	1.01
127 1/2 ann. libéré	300.00		2012	1.01	1.01
128 1/2 ann. libéré	300.00		2013	1.01	1.01
129 1/2 ann. libéré	300.00		2014	1.01	1.01
130 1/2 ann. libéré	300.00		2015	1.01	1.01
131 1/2 ann. libéré	300.00		2016	1.01	1.01
132 1/2 ann. libéré	300.00		2017	1.01	1.01
133 1/2 ann. libéré	300.00		2018	1.01	1.01
134 1/2 ann. libéré	300.00		2019	1.01	1.01
135 1/2 ann. libéré	300.00		2020	1.01	1.01
136 1/2 ann. libéré	300.00		2021	1.01	1.01
137 1/2 ann. libéré	300.00		2022	1.01	1.01
138 1/2 ann. libéré	300.00		2023	1.01	1.01
139 1/2 ann. libéré	300.00		2024	1.01	1.01
140 1/2 ann. libéré	300.00		2025	1.01	1.01
141 1/2 ann. libéré	300.00		2026	1.01	1.01
142 1/2 ann. libéré	300.00		2027	1.01	1.01
143 1/2 ann. libéré	300.00		2028	1.01	1.01
144 1/2 ann. libéré	300.00		2029	1.01	1.01
145 1/2 ann. libéré	300.00		2030	1.01	1.01
146 1/2 ann. libéré	300.00		2031	1.01	1.01
147 1/2 ann. libéré	300.00		2032	1.01	1.01
148 1/2 ann. libéré	300.00		2033	1.01	1.01
149 1/2 ann. libéré	300.00		2034	1.01	1.01
150 1/2 ann. libéré	300.00		2035	1.01	1.01
151 1/2 ann. libéré	300.00		2036	1.01	1.01
152 1/2 ann. libéré	300.00		2037	1.01	1.01
153 1/2 ann. libéré	300.00		2038	1.01	1.01
154 1/2 ann. libéré	300.00		2039	1.01	1.01
155 1/2 ann. libéré	300.00		2040	1.01	1.01
156 1/2 ann. libéré	300.00		2041	1.01	1.01
157 1/2 ann. libéré	300.00		2042	1.01	1.01
158 1/2 ann. libéré	300.00		2043	1.01	1.01
159 1/2 ann. libéré	300.00		2044	1.01	1.01
160 1/2 ann. libéré	300.00		2045	1.01	1.01
161 1/2 ann. libéré	300.00		2046	1.01	1.01
162 1/2 ann. libéré	300.00		2047	1.01	1.01
163 1/2 ann. libéré	300.00		2048	1.01	1.01
164 1/2 ann. libéré	300.00		2049	1.01	1.01
165 1/2 ann. libéré	300.00		2050	1.01	1.01
166 1/2 ann. libéré	300.00		2051	1.01	1.01
167 1/2 ann. libéré	300.00		2052	1.01	1.01
168 1/2 ann. libéré	300.00		2053	1.01	1.01
169 1/2 ann. libéré	300.00		2054	1.01	1.01
170 1/2 ann. libéré	300.00		2055	1.01	1.01
171 1/2 ann. libéré	300.00		2056	1.01	1.01
172 1/2 ann. libéré	300.00		2057	1.01	1.01
173 1/2 ann. libéré	300.00		2058	1.01	1.01
174 1/2 ann. libéré	300.00		2059	1.01	1.01
175 1/2 ann. libéré	300.00		2060	1.01	1.01
176 1/2 ann. libéré	300.00		2061	1.01	1.01
177 1/2 ann. libéré	300.00		2062	1.01	1.01
178 1/2 ann. libéré	300.00		2063	1.01	1.01
179 1/2 ann. libéré	300.00		2064	1.01	1.01
180 1/2 ann. libéré	300.00		2065	1.01	1.01
181 1/2 ann. libéré	300.00		2066	1.01	1.01
182 1/2 ann. libéré	300.00		2067	1.01	1.01
183 1/2 ann. libéré	300.00		2068	1.01	1.01
184 1/2 ann. libéré	300.00		2069	1.01	1.01
185 1/2 ann. libéré	300.00		2070	1.01	1.01
186 1/2 ann. libéré	300.00		2071	1.01	1.01
187 1/2 ann. libéré	300.00		2072	1.01	1.01
188 1/2 ann. libéré	300.00		2073	1.01	1.01
189 1/2 ann. libéré	300.00		2074	1.01	1.01
190 1/2 ann. libéré	300.00		2075	1.01	1.01
191 1/2 ann. libéré	300.00		2076	1.01	1.01
192 1/2 ann. libéré	300.00		2077	1.01	1.01
193 1/2 ann. libéré	300.00		2078	1.01	1.01
194 1/2 ann. libéré	300.00		2079	1.01	1.01
195 1/2 ann. libéré	300.00		2080	1.01	